

Conférence citoyenne

5 mars 2015

18h

Amphithéâtre Drouot

36 Rue Chabot Charny

Dijon

Entrée libre

Les départementales : de nouvelles élections, pour quoi faire ?

Dominique Andolfatto (Professeur de science politique)

Claude Patriat (Professeur émérite de sc. politique)

Aurore Granero (Maître de conférences en droit public)

Aurélié Tomadini (Docteur en droit public)

Une nouvelle consultation citoyenne ?



Pas si fréquent que les citoyens soient appelés à participer à une élection nouvelle.

Il faut remonter à **1986** ou **1979** pour trouver une élection nouvelle : régionales ou européennes.

Mais une consultation qui prend la relève des anciennes élections **cantonales**... pratiquées depuis 1833... démocratisées en 1848 (suffrage universel masculin)... et donc une fausse nouveauté...

Un changements des règles électorales pour 2015 : redécoupage et réduction du nombre des cantons, nouveau mode de scrutin, parité obligatoire, renouvellement complet... **A. Granero** et **C. Patriat** vont nous piloter dans ces nouveaux méandres...

Mais quelles compétences pour le nouveau conseil départemental... encore des mystères... qu'essaiera de percer **A. Tomadini**.

Mort ou résurrection du département ?

Aux origines du département

Invention de la Révolution.

Déjà en projet sous Louis XV.

Uniformiser, rationaliser l'organisation administrative...
parallèlement à la réforme métrologique [mesures].

Rapprocher l'administration des citoyens ? D

Des chefs lieu à une journée de cheval ?

83 départements à l'origine / **130** en 1810 / **96-101** en 2015.

A l'origine, administré par un **conseil de département** (nommé).

Puis un **conseil général** (1800) élu depuis 1833.

Une assemblée sous tutelle des préfets jusqu'en 1982.

1982 : Décentralisation : le conseil général va fonctionner en pleine autonomie / affirmation du rôle du président du conseil général.

1958 : constitutionnalisation des départements (art. 72)...





Boulimie de réformes du territoire...

Comitologie

Un élu mort-né : le conseiller territorial (2010-13)

Dans ce contexte : loi de **2013** relative à l'élection des conseillers départementaux, des conseillers municipaux et des conseillers communautaires.

Du conseil général... au conseil départemental :

Appellations « conseil général » et « conseillers généraux » héritées de la loi du 10 août 1871 (en fait antérieurement).

« Vocables peu lisibles pour le citoyen puisqu'ils ne retracent pas le lien entre le département, son assemblée et ses élus. »

Aussi ces termes « sont-ils changés pour ceux de « conseil départemental et de conseillers départementaux » (étude d'impact de la loi de 2013)



Des réformes structurelles recommandées par **Bruxelles** :

« obtenir des gains d'efficacité dans tous les sous-secteurs des administrations publiques »

« éliminer les doublons administratifs, de faciliter les fusions entre les collectivités locales et de préciser les responsabilités de chacun des échelons des collectivités locales » ...

[recommandations du Conseil de l'UE, juin 2014]

... Pourquoi ne pas supprimer les départements... et en même temps fusionner les régions ?

Mais l'exécutif va tergiverser...

Les départements « dans de grandes aires métropolitaines devront **redéfinir leur avenir** » (conf. de presse, 14-01-2014)

« Les départements gardent leur utilité pour assurer la cohésion sociale, la solidarité territoriale et je ne suis donc pas favorable à leur suppression pure et simple... Mais on ne peut tenir ce raisonnement partout » (Tulle, 18-1-2014)

Il faut ouvrir un « débat sur l'avenir des conseils départementaux », avec l'objectif de **les supprimer « à l'horizon 2021 »** (discours de politique générale, 8 avril 2014)

« **Je pense que les conseils généraux ont vécu** » (BFMTV, 6-5-2014)

« Le département en tant que cadre d'action publique restera une circonscription de référence... pour l'Etat... mais **il devra renoncer à exercer les compétences reconnues aux collectivités.** »

(Présentation carte des régions, 3-6-2014)

3 directions pour l'avenir des départements :

- là où il existe une métropole, les départements seront fusionnés avec elle (ex. : Lyon)
- là où il y a des fortes intercommunalités, les compétences départementales « pourront être assumées par une fédération d'intercommunalités »
- maintien des départements ruraux

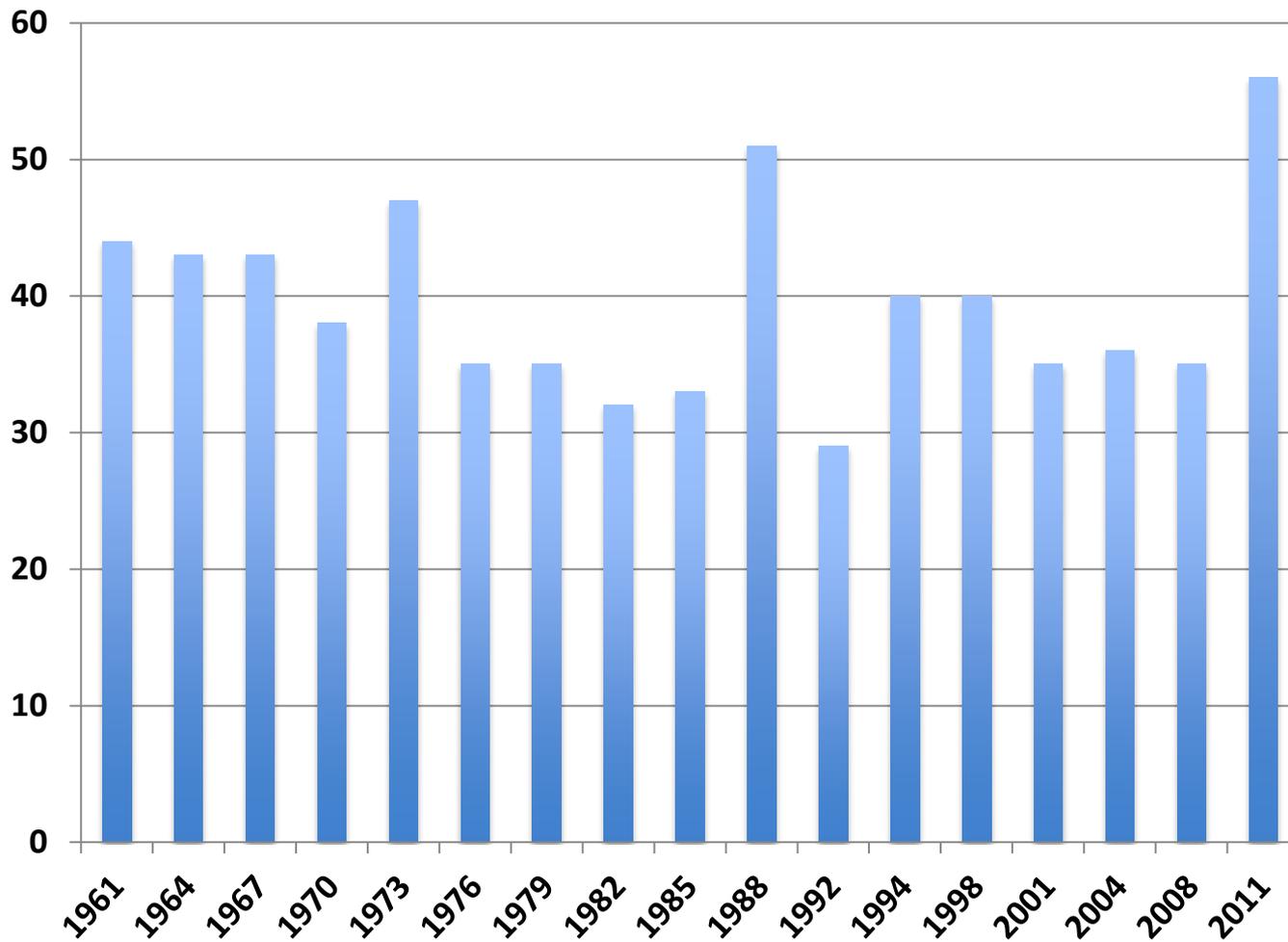
(M. Valls, discours politiques générale, 16-9-2014)

(Au moins) 2 raisons (structurelle et conjoncturelle) aux tergiversations : **constitution...** et **MRG...**



La dimension politique du scrutin

- Des élections habituellement marquées par une forte **abstention**...
sauf exceptions (nationale ou rurales)...
- La logique des **élections intermédiaires** :
vote-sanction vu l'impopularité de l'exécutif
faiblesse des enjeux locaux
problème de la « disparition à moyen terme des département ?
Vers une déroutille pour le PS
- Quelles nouvelles couleurs politiques pour les conseils départementaux :
basculement UMP ?
affirmation du FN ?
- Vers un fort renouvellement du personnel politique local :
féminisation
rajeunissement
professionnalisation politique ?



L'abstention aux élections cantonales sous la 5^e République



Evolution du rapport gauche / droite aux élections cantonales (présidences des CG de 1976 à 2011)

